

'avenir' suisse'

Idées pour la Suisse

44 chances d'avenir

Gerhard Schwarz et Urs Meister

*Avec les contributions d'Alois Bischofberger, Ulrich Bremi,
Jérôme Cosandey, Urs Meister, Daniel Müller-Jentsch,
Lukas Rühli, Marco Salvi, Markus Schär,
Patrik Schellenbauer, Gerhard Schwarz et Rudolf Walser*

Résumé

Gerhard Schwarz (*1951)

Dr. oec., est directeur du think tank Avenir Suisse à Zurich depuis 2010. Il est également vice-président de la «Progress Foundation» et membre du conseil de fondation de la «St. Gallen Foundation for International Studies». De plus, il est chargé de cours à l'Université de Zurich. Dans le passé, il était chef de la rédaction économique et rédacteur en chef adjoint de la «Neue Zürcher Zeitung». Il a étudié l'économie politique et la gestion d'entreprise à l'Université de Saint-Gall.

Urs Meister (*1974)

Dr. oec. publ., est depuis 2007 chef de projet et membre du cadre d'Avenir Suisse où il s'occupe en particulier des sujets tels que l'approvisionnement énergétique, les télécommunications, la santé, la concurrence dans les infrastructures (de réseau) et le service public. Il est chargé de cours à l'Université de Zurich où il enseigne la direction et la politique d'entreprise. Dans le passé, il a travaillé pour différentes sociétés de conseil.

Préface

Révolte au paradis: cette expression, qui reprend le titre d'un livre paru il n'y a pas si longtemps en allemand («Aufruhr im Paradies»), reflète bien l'état d'esprit des Suisses. Ces derniers jouissent du niveau de vie le plus élevé que la population ait jamais eu dans l'histoire. Pourtant, ils s'agitent parce que qui est la recherche d'un logement dans les centres-villes à nouveau prisées n'en trouve pas; parce que les pendulaires, aux heures de pointe, doivent subir des conditions qui sont habituelles à Tokyo ou à Los Angeles; parce que les réfugiés économiques abusent de leur hospitalité ou parce que les managers, qui touchent des millions (mais ne les méritent pas toujours), ne sont pas suffisamment conscients de la responsabilité qu'impliquent leur pouvoir et leur revenu. Bref: le monde entier envie aux Suisses leurs soucis.

En réalité, les problèmes des Suisses (qui ne doivent pas être minimisés) sont le plus souvent liés au bien-être qu'ils ont construit au cours des siècles et au succès qu'ils ont remporté cette dernière décennie. Les statistiques brutes reflètent cette situation confortable. Même pendant les années de la crise financière, la Suisse a connu une croissance économique et a affiché un budget de l'État excédentaire. Elle est ainsi l'un des rares pays à remplir les critères de Maastricht, tandis que l'Europe ploie sous la crise de sa dette. De plus, notre pays cavale depuis des années en tête du classement du rapport global sur la compétitivité établi par le World Economic Forum, alors que, il y a vingt ans à peine, des économistes renommés avaient craint que la Suisse passe du statut de «Sonderfall» à celui de patient à traiter.

Toutefois, l'autosatisfaction serait malvenue. La Suisse n'est parvenue là où elle est qu'à force d'investissement, de prudence et de sagesse (ou de

ruse?) ainsi qu'avec un peu de chance. Notre pays n'en reste finalement pas moins un borgne au milieu des aveugles. Tout ne va pas au mieux, loin de là. En outre, tout aurait pu tourner autrement et tout peut encore tourner autrement si la Suisse ne prend pas soin de son héritage ni ne le cultive, si elle ne s'arme pas pour l'avenir. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les contributions du présent ouvrage. Elles visent à encourager le développement du modèle suisse, d'une part en anticipant courageusement l'avenir, d'autre part en s'attachant le plus possible à ce qui existe déjà.

Où va la Suisse?

Une politique intelligente, une économie forte

Le présent ouvrage n'a pas pour but de donner des pronostics. Il faudrait avoir des dons de devin pour cela. Même recourir à des scénarios ne sert à rien. En effet, ceux-ci suggéreraient un futur sans imprévu. En réalité, il y a toujours différentes tendances qui interagissent de façon inattendue. Ainsi, nous devons résolument renoncer aux scénarios. Nous devons à la place décrire quelques grandes tendances générales qui sont certes déjà décelables, mais qui peuvent disparaître à tout moment ou être remplacées par de nouvelles. Suivre uniquement et aveuglement ces schémas approximatifs qui interagissent de manière inconnue nous induirait fatalement en erreur. C'est pourquoi nous avons également pris en compte certains développements à court terme. Prises dans leur ensemble, les tendances générales donnent une idée de ce qui pourrait attendre la Suisse et ont inspiré les propositions contenues dans ce livre. De manière générale, celles-ci souscrivent à l'avis de Willy Brandt, selon lequel façonner l'avenir est le meilleur moyen de le prédire.

Selon toute une série d'indicateurs, la Suisse brille actuellement en comparaison internationale. Le pays le doit d'une part à une politique quelque peu plus sage: frein à l'endettement, qui exige d'avoir un budget

équilibré sur l'ensemble du cycle conjoncturel; concurrence fiscale, qui force la collectivité à la retenue; distribution habile des rôles entre l'État et les entreprises en matière de politique d'innovation; marché du travail et formation duale, qui permettent de maintenir le chômage, en particulier celui des jeunes, à des niveaux bas. D'autre part, le succès relatif de la Suisse s'explique par une économie forte: l'industrie pharmaceutique a septuplé ses exportations depuis 1990, notamment grâce à la fusion de Ciba et Sandoz, qui a donné naissance à Novartis en 1996; avec une part des exportations de 30 % et une création de valeur de 490 000 francs par habitant, elle est sans nul doute la branche la plus importante aujourd'hui.

Toutefois, les industries de l'horlogerie, des machines et des technologies médicales, qui sont d'une part des spécialités ayant une plus-value élevée et qui d'autre part produisent des biens de consommation de masse à faibles coûts grâce à la robotisation, contribuent à ce que la Suisse soit l'unique pays occidental de l'OCDE à avoir pu maintenir la part qu'occupe l'industrie dans son économie et à ce qu'elle se trouve largement en tête du classement de la production industrielle par habitant. Elle reste ainsi le pays le plus industrialisé du monde.

À cela s'ajoute la place financière, qui, bien qu'elle pâtisse de la crise bancaire et du débat sans fin sur le secret bancaire et les accords fiscaux, offre des services de pointe reconnus mondialement, mais souvent oublié du public, en matière de gestion de fortune, de gestion des risques et de technologie de l'information.

Renforcer les points forts, atténuer les faiblesses

La Suisse ne peut maintenir sa situation que si elle ne se repose pas sur ses lauriers et qu'elle continue à faire preuve d'ambition: sur le fond, tout téméraire que cela puisse paraître, elle doit constamment et partout être meilleure économiquement, même si cela risque de lui attirer encore plus de jalousie et d'opposition. Pour cela, il faut prendre soin de la place éco-

nomique sur le long terme et fournir continuellement des efforts pour créer des conditions favorables au commerce extérieur.

Malgré la crise de la dette, les faiblesses conjoncturelles et les turbulences monétaires sur les principaux marchés d'exportation, les analystes du Credit Suisse prédisent à la Suisse un «petit miracle économique» pour les prochaines années. Cela pourrait même durer à moyen terme, à en croire Bert Rürup et Dirk Heilmann: dans leur livre «Fette Jahre», ils expliquent pourquoi l'Allemagne a un avenir radieux. Jusqu'en 2030, l'expansion de la mondialisation ne ralentirait pas, de nouveaux pays émergents ne cessant d'intégrer le mouvement. Les machines, les véhicules ainsi que les produits électroniques et chimiques représentent trois quarts des exportations de l'Allemagne. Or, ces quatre types de produits font partie des biens que les BRIC importent le plus. Rürup et Heilmann en concluent que «l'éventail de produits offerts par l'industrie allemande, dominé par les biens d'équipement, est parfaitement adapté à la demande des pays émergents». Cela n'en est pas moins vrai pour les entreprises suisses. Elles ne se rattachent pas seulement à la chaîne de valeur des groupes multinationaux allemands, mais leur font également souvent concurrence. De plus, la Suisse peut compter sur des atouts supplémentaires comme le négoce des matières premières, la place financière et la production de biens de luxe, pour lesquels il existe des marchés valant des milliards.

Pourtant, ces perspectives ne doivent pas inciter à la suffisance et à une paresse dans les réformes. En raison de ses nombreux «désavantages» naturels (bien que, à bien y penser, ceux-ci ne s'avèrent pas toujours tels), la Suisse a besoin d'une politique de réforme à court et moyen terme, qui renforce ses forces et affaiblit ses faiblesses. C'est dans cette optique que le présent ouvrage a été écrit. Il s'agit d'un recueil d'idées libérales, d'économie du marché, en partie inspirées par l'esprit coopératif de l'histoire helvétique, visant à rendre la Suisse plus forte sans pourtant prétendre couvrir toutes les thématiques et aborder tous les problèmes. Il ne lance

aucun gros projet du style des JO 2022 ou de Swissmetro. Il ne traite pas de secteurs spécifiques comme la place financière ou l'agriculture, mais expose des conditions générales pour toutes les branches, de la régulation de l'activité économique à l'organisation politique, en passant par la cohabitation sociale.

Cet ouvrage présente des idées qu'Avenir Suisse a lancées ces dernières années mais qui n'ont pas encore été réalisées, de même que des idées nouvelles qui n'ont pas encore été élaborées en détail et qui sont sciemment provocatrices. Y figurent notamment des propositions globales, comme une réforme fondamentale du système fiscal, mais également des propositions plus spécifiques, par exemple en matière d'aménagement du territoire. Il est question aussi de réformes applicables à court terme, comme une plus grande liberté de choix concernant les stratégies de placements dans le régime surobligatoire de la prévoyance professionnelle, ainsi que des réformes sur le plus long terme comme le «compte» de formation. Enfin, il s'agit d'innovations qui soutiendraient les forces traditionnelles de la Suisse, comme le système de milice ou la concurrence fiscale, mais également d'autres que nous ne connaissons pas mais qui existent dans d'autres pays, comme le «mobility pricing».

Outre leur nature libérale, toutes ces idées ont une chose en commun: elles sont largement du ressort de la Suisse et, bien qu'elles ne soient pas totalement indépendantes de ce qui se passe autour, elles sont conçues de telle façon qu'elles ne nécessitent que peu de concertation et de coordination avec l'étranger. Elles devraient permettre de continuer à bien diriger la Suisse et, en prévision de l'avenir, de la façonner afin qu'elle puisse préserver sa qualité et sa stabilité dans le plus grand nombre de situations possible. Cet impératif découle, comme déjà mentionné, de la conviction qu'il est impossible de savoir ce que nous réserve l'avenir. Rien ne serait plus absurde que de tout miser sur des projections faites à partir des tendances décrites ci-dessus. Il est primordial de rester ouvert aux évolutions, de se montrer flexible et de diversifier les risques, en particulier

pour un petit État, une «Willensnation», fondé sur la volonté politique comme la Suisse.

La Suisse dans l'Europe, et dans le monde

Le fait qu'aucun chapitre ne soit consacré spécifiquement à la politique européenne s'explique de plusieurs manières. Tout d'abord, bien que l'UE soit le partenaire le plus important de la Suisse dans la politique internationale, le rôle que joue la Suisse dans le monde dépend de beaucoup d'autres facteurs et acteurs, sur le développement desquels il est impossible de faire des pronostics. Ensuite, une politique extérieure judicieuse (comprise comme une politique d'intérêts) a au fond une fonction pragmatique. Elle n'est pas un but en soi mais une condition pour que la Suisse conserve une marge de manœuvre pour les réformes qu'elle souhaite introduire dans l'intérêt de sa prospérité et de son autodétermination. Une telle politique extérieure n'est pas chose aisée. Le défi consiste, dans un monde menacé par les obstacles au commerce et les guerres des monnaies, d'une part à faire en sorte que les entreprises suisses jouissent de conditions favorables et d'autre part à ne pas mettre en péril les droits civiques qui caractérisent la Suisse. Petit pays possédant une économie exportatrice importante, la Suisse a toujours dû faire en sorte que les relations internationales suivent une logique de droit et non de pouvoir. L'évolution actuelle dans les tensions géopolitiques semble aller dans une autre direction. La Suisse, avec sa démocratie directe, est mise sous pression, mais elle n'est pas sans défense face à cette pression. Ainsi, adopter en hâte et sans esprit critique les évolutions du droit à l'étranger n'est ni judicieux ni nécessaire.

De plus, le gouvernement suisse aurait besoin d'un mandat clair pour pouvoir mener une politique extérieure guidée par ses intérêts. En effet, la pression subie par la Suisse pourrait rester élevée et même augmenter. Outre le retour de la politique fondée sur le pouvoir, les décisions en matière de politique économique risquent de ne plus être prises par des ins-

titutions internationales établies dans lesquelles la Suisse est présente, comme le FMI, la Banque mondiale, l'OMC ou l'OCDE, mais par des entités formées par des États puissants comme le G8, le G20 ou l'«European Stability Board». La Suisse ne peut faire face à ce changement que grâce à une politique extérieure qui anticipe l'avenir, qui évalue de façon réaliste ses propres possibilités et qui soit ancrée dans la population. Elle ne peut pas se permettre un manque de coordination, comme c'est très souvent le cas entre les politiques de commerce extérieur et de développement. Et ni la vantardise concernant sa propre force ni la confiance aveugle en des valeurs communes et des amis présumés ne constituent des bases solides pour une politique extérieure couronnée de succès.

Au vu des problèmes que rencontre actuellement l'UE, des budgets étatiques déficitaires, des déséquilibres structurels et des problèmes monétaires, mais peut-être surtout au vu des instruments gigantesques utilisés pour combattre ces problèmes, il serait en ce moment absurde de viser l'adhésion à l'UE. Et comme la maladie et son remède vont encore durer un petit moment, il serait judicieux de ne pas tourner le dos à la voie bilatérale sur le moyen terme. Elle a porté ses fruits tant pour la Suisse que pour l'UE: une «sélectivité réciproque», comme l'a une fois décrite le journaliste Jörg Thalman. Ainsi, d'une part, elle ne devrait pas être trop chargée, car vouloir intégrer toujours plus de demandes dans les accords bilatéraux ne ferait que nuire à la crédibilité de la Suisse et la convertirait de plus en plus en quémandeuse. D'autre part, une politique extérieure judicieuse devrait toujours évaluer de façon réaliste la situation du partenaire et prendre en compte ses intérêts; par conséquent, la Suisse devrait se montrer ouverte à un cadre institutionnel qui lui permette de préserver sa semi-autonomie tout en évitant de devenir une épine dans le pied de l'UE. Il est certes tentant de se représenter la Suisse comme un petit village gaulois au milieu de l'Empire européen. Cependant, pour que la cohabitation soit fructueuse, on ne devrait pas exagérer ce modèle, sous peine qu'il passe de charmant à antipathique.

Malgré sa position au milieu de l'Europe, la Suisse devrait rester ouverte au reste du monde, non seulement face aux turbulences européennes, mais surtout à cause de celles-ci. C'est pourquoi il faudrait en priorité élargir le réseau des accords de libre-échange: ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible de saisir la chance que représente l'essor de pays en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Et ce n'est qu'ainsi que la Suisse pourra trouver et assurer sa place de petit pays prospère, amoureux de la liberté et, surtout, modelé par ses citoyens dans un monde sans cesse plus complexe.

Gerhard Schwarz

Directeur d'Avenir Suisse

Résumé du livre «Ideen für die Schweiz: 44 Chancen, die Zukunft zu gewinnen»
de Gerhard Schwarz et Urs Meister

Édition © 2013 Avenir Suisse et Verlag Neue Zürcher Zeitung, Zurich

ISBN 978-3-03823-821-8

Éditeur Avenir Suisse, www.avenir-suisse.ch

Auteurs Gerhard Schwarz et Urs Meister

Avec les contributions d'Alois Bischofberger, Ulrich Bremi, Jérôme Cosandey,
Urs Meister, Daniel Müller-Jentsch, Lukas Rühli, Marco Salvi, Markus Schär,
Patrik Schellenbauer, Gerhard Schwarz et Rudolf Walser

Traduction Veronique Bohn, Annegret Sturm, TransDoc SA

Mise en page Irene Maier, n c ag, Urdorf

Production Staffel Druck AG, Zurich

© 2013 Avenir Suisse

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur. Avenir Suisse réserve les droits qui en émanent, surtout celui de la traduction, de la reproduction, de la présentation, de l'utilisation de graphes et de tableaux, de la diffusion radiophonique, de la mise en microfilm ou de la reproduction par d'autres moyens et la sauvegarde dans un ordinateur, aussi en cas d'utilisation partielle. Dans la mesure où Avenir Suisse a intérêt à la diffusion des idées présentées ici, l'utilisation des résultats, données et graphes de cette œuvre par des tiers est expressément souhaitée si, et seulement si, la source est mentionnée de manière exacte et bien visible et conformément au droit d'auteur. Les infractions sont soumises aux dispositions légales du droit d'auteur.

Sommaire

Introduction	_ 14
01 _ Un marché du travail libéral malgré les tentations protectionnistes	_ 15
02 _ Politique monétaire crédible et système financier stable	_ 16
03 _ Neutralité – aussi dans la fiscalité	_ 17
04 _ Formation: libre choix et financement par les usagers	_ 19
05 _ Prévoyance vieillesse: durabilité et couverture des besoins	_ 20
06 _ Approches pour juguler la hausse des coûts de la santé	_ 21
07 _ Caractéristique d'une politique des transports viable	_ 22
08 _ Énergie: des marchés qui fonctionnent plutôt que des plans politiques	_ 23
09 _ Aménagement du territoire pour une Suisse de 9 millions d'habitants	_ 24
10 _ Fidéliser les actionnaires avec l'action «cumulus»	_ 25
11 _ Ramener le fédéralisme et la démocratie directe à l'essentiel	_ 27
12 _ Une nouvelle définition du principe de milice	_ 28
En bref	_ 31

Introduction

Ce fascicule que vous avez entre vos mains est un résumé en français d'un ouvrage publié en allemand par Avenir Suisse aux éditions nzz Libro. Il aborde des visions pour la Suisse sous l'angle non pas de scénarios mais de propositions. Celles-ci, regroupées en douze chapitres, tentent de renforcer les points forts de la Suisse et de corriger ses faiblesses. Indépendamment des situations et des pressions externes à la Suisse, ces propositions sont du seul ressort des Suisses. Ainsi, elles peuvent être mises en œuvre avec peu de concertation et coordination.

Par ailleurs, face à une situation apparemment excellente pour la Suisse, ces propositions sont à prendre au sérieux si l'on désire améliorer un système hautement sophistiqué mais qui, à tout moment, peut aussi basculer vers le moins bien.

La capacité de réformes doit, dans un monde de plus en plus global et fortement innovant, rester un objectif premier si l'on veut encore être demain le pays où les chances de vivre une «belle vie» sont les plus élevées du monde (selon une étude publiée dans *The Economist*, novembre 2012).

01

Un marché du travail libéral malgré les tentations protectionnistes

Patrik Schellenbauer

Un marché du travail flexible compte parmi les meilleurs atouts de la place économique suisse. Les conditions-cadre définissant le marché du travail en Suisse ont permis à la fois d'avoir un des taux de chômage les plus bas des pays industrialisés ainsi qu'une participation élevée de ses habitants au marché du travail tant en jours qu'en heures travaillés.

Cependant ces dernières années, on observe une augmentation continue du chômage «incompressible». Une des raisons à cette inversion de tendance est notamment la progression des conventions collectives de travail qui tendent à fixer l'adaptation des salaires de manière sectorielle sans tenir compte de la situation individuelle des entreprises et font évoluer les salaires minimums sans considération du contexte de l'offre et de la demande. Ces modifications entraînent de fait moins de flexibilité dans le marché du travail.

L'immigration importante durant la décennie passée avait entretenu néanmoins un marché ouvert. Il est à craindre que cette situation d'immigration à grande échelle ne pourra à l'avenir être maintenue dans cette proportion. En conséquence, les potentiels représentés par les femmes et les personnes plus âgées devront être mieux utilisés dans le futur. Aujourd'hui, le recrutement relativement aisé et avantageux de jeunes étrangers a empêché qu'un tel déploiement se fasse et que l'adaptation du marché s'opère. Mais à l'avenir, il n'y a aucun doute qu'un tel ajustement deviendra une priorité pour un marché du travail efficace.

Enfin, l'Europe continuera à faire pression contre les avantages fiscaux accordés aux entreprises étrangères établies en Suisse. Dans ce contexte, la Suisse se doit d'offrir des conditions-cadre attractives et concurrentielles, en particulier dans le domaine fiscal, si elle veut continuer d'attirer des entreprises globales. Toutefois, il s'agit d'appliquer les mêmes règles à tous les acteurs économiques d'où qu'ils viennent et de renoncer à des solutions discrétionnaires pour quelques multinationales choisies. Par ailleurs, on pourrait envisager à long terme une taxe volontaire lors de l'engagement de la main-d'œuvre étrangère indispensable à notre pays.

02

Politique monétaire crédible et système financier stable

Alois Bischofberger et Rudolf Walser

La crise immobilière, économique et financière qui a débuté en 2008 aux USA, a mis bien des nations en risque. On parle aujourd'hui beaucoup de la crise de la dette des États. Pour la Suisse, la question a davantage porté sur la valeur de change du franc.

La BNS doit ainsi faire face à de nouveaux défis pour assurer la stabilité de notre monnaie et la FINMA devra encore plus contribuer à garantir la crédibilité et la sérénité de notre place financière. C'est pourquoi leur indépendance et leur crédibilité sont décisives.

Ceci requiert une attribution claire des compétences aux différents niveaux des institutions pour assurer une gouvernance transparente et pour

garantir que l'obligation de rendre des comptes (accountability) puisse être respectée.

Une régulation simple et transparente est aussi nécessaire dans le domaine bancaire. L'accent doit être porté sur des exigences plus ciblées et plus contraignantes, par exemple concernant les fonds propres des instituts financiers.

La Suisse doit conserver et développer sa présence dans les organisations internationales afin de pouvoir influencer la définition de standards financiers et d'éviter toute forme de discrimination. Au besoin, elle doit toutefois avoir le courage de suivre sa propre voie si elle estime disposer de solutions mieux adaptées au contexte suisse.

Enfin, l'idée de créer un fonds souverain avec les devises étrangères de la BNS doit être rejetée. Un tel fonds limiterait de façon disproportionnée la flexibilité de la banque centrale et de sa politique monétaire.

03

Neutralité – aussi dans la fiscalité

Marco Salvi

Longtemps considérée par les riches étrangers, mais aussi par les Suisses, comme un paradis fiscal (en comparaison internationale, les taux de prélèvements fiscaux y étaient relativement bas), la Suisse risque un rattrapage dommageable.

En effet, face à la pression fiscale internationale, quels seront à l'avenir les atouts fiscaux de la Suisse? À long terme, la bataille internationale sur les taux d'imposition risque de tourner au désavantage de la Suisse. Ne

serait-il donc pas judicieux de réfléchir dès à présent à un choix plus pertinent de l'assiette fiscale? À l'avenir le système fiscal suisse devra se distinguer non plus seulement par la modération de ses taux mais aussi par sa rationalité.

Depuis de nombreuses années un consensus a émergé parmi les économistes spécialistes de la taxation. Ceux-ci prônent ouvertement le passage graduel de l'imposition du revenu à celle de la consommation. On retrouve cet esprit au centre des réformes fondamentales proposées ici. L'introduction d'un impôt fédéral progressif sur la consommation viendrait à remplacer pas moins de trois impôts fédéraux majeurs. En effet, l'impôt fédéral direct, l'impôt sur le bénéfice des entreprises et la taxe sur la valeur ajoutée pourraient être remplacés avantageusement par un impôt sur la consommation. De plus, un tel changement permettrait d'économiser des frais administratifs non négligeables liés aux prélèvements des impôts supprimés.

Ainsi, la Suisse disposerait à terme d'un système fiscal moderne, efficient et bon marché; ce qui serait un gage d'une compétitivité retrouvée propre à l'essor d'une économie globalisée tout en maintenant une équité fiscale indispensable à la cohésion du pays.

04

Formation: libre choix et financement par les usagers

Patrik Schellenbauer et Rudolf Walser

Dans le débat suisse sur la formation et le système éducatif, on ne parle guère des aspects d'efficacité et d'innovation. Pourtant un potentiel considérable d'innovation et d'efficacité pourrait être libéré dans tout le système. Au niveau de l'école obligatoire, on pourrait par exemple effectuer la libéralisation du choix de l'école par l'introduction du «compte» de formation. Ceci permettrait de passer d'un financement de l'offre de prestations à un financement par la demande de l'utilisateur. En d'autres termes chaque enfant recevrait un «compte» formation avec lequel il financerait ses études auprès des institutions choisies par lui ou sa famille. Le système dans son ensemble gagnerait en efficacité par le seul jeu de la demande.

Par ailleurs, les différences de niveau de financement entre la formation professionnelle et la formation académique pourraient être réduites. Les profils de formation professionnelle existants et à créer devraient être renforcés afin d'offrir un choix plus compétitif. De plus, les passerelles entre les différents systèmes devraient être plus efficaces.

Au niveau de l'enseignement supérieur, une différenciation plus marquée des profils est souhaitable, notamment au niveau tertiaire de formation: les hautes écoles spécialisées devraient poursuivre un profil d'enseignement et de recherche orienté sur la pratique en laissant les universités se distinguer par un enseignement de renommée internationale et la recherche fondamentale.

05

Prévoyance vieillesse: durabilité et couverture des besoins

Jérôme Cosandey

Le système suisse de la prévoyance vieillesse est organisé autour de trois piliers:

- L'AVS (1^{er} pilier) qui est basée sur un système de répartition intergénérationnelle,
- le deuxième pilier basé sur un système obligatoire de capitalisation,
- et enfin un troisième pilier reposant sur l'épargne volontaire des adhérents.

L'ensemble à trois piliers jouit d'une bonne reconnaissance internationale tant le système paraît robuste.

Cependant, des défis importants pourraient fragiliser rapidement la prévoyance vieillesse. Songeons ici au vieillissement de la population, avec une espérance de vie qui ne cesse d'augmenter, et qui déséquilibre le rapport entre personnes en emploi et personnes pensionnées.

Mais pensons aussi à la baisse constatée des rendements du marché des capitaux qui s'est accélérée ces dernières années avec la crise. Et enfin avec une société de plus en plus basée sur les droits individuels qui pousse à une forte personnalisation de la société et donc à une demande à la carte.

Pour faire face à ces défis, la prévoyance vieillesse doit continuer à être financée de façon durable, tout en prenant en compte les nouveaux besoins individuels des assurés.

À moyen terme, cela signifie qu'il faudrait à la fois introduire un frein à l'endettement pour la prévoyance vieillesse, mais aussi pour toutes les

assurances sociales et à la fois reculer l'âge légal de la retraite pour mieux accompagner l'augmentation de l'espérance de vie. Cela aurait comme conséquence de renforcer, dans un premier temps, le premier pilier (AVS).

À plus long terme, le taux de conversion de la prévoyance vieillesse professionnelle devrait être dépolitisé et déterminé de façon décentralisée par les institutions de prévoyance elles-mêmes.

De plus, le découvert des caisses de pension de droit public ne devrait, à l'avenir, plus être autorisé. En effet, ce découvert fait prendre aux collectivités publiques un risque de dette difficilement supportable.

Finalement, les employés devraient à terme pouvoir choisir librement leur caisse de pension afin de créer une plus grande efficacité du système et donner une plus grande liberté aux assurés.

06

Approches pour juguler la hausse des coûts de la santé

Urs Meister

La Suisse dispose d'un système de santé public de grande qualité. Par contre, son coût est très élevé. Plusieurs facteurs, comme le vieillissement de la population et la technicité médicale, vont pousser encore à l'avenir les coûts de la santé à la hausse. De plus, les intérêts régionaux entravent une plus grande concurrence entre les acteurs de la santé qui restent trop dépendants des centres cantonaux de décision politique.

À moyen terme, l'augmentation des coûts de la santé pourraient être freinés par:

- un catalogue de prestations plus restreint pour l'assurance de base au moyen d'une analyse plus fine des coûts-bénéfices,
- l'abolition de la planification hospitalière par les cantons et de l'obligation de contracter pour les affiliés. Ainsi, des économies d'échelle pourraient être réalisées et les distorsions de la concurrence par la politique seraient réduites.

Des mesures à plus long terme, visant à réduire les redistributions croissantes entre jeunes et vieux et se référant à une nouvelle définition du principe d'assurance, devraient être envisagées. Ceci inclut une participation aux coûts plus élevée de la part des assurés et une meilleure différenciation des primes selon l'âge. Enfin, le financement des caisses-maladie actuel par répartition pourrait être complété par un élément basé sur un principe de capitalisation, le «medical savings account».

07

Caractéristique d'une politique des transports viable

Daniel Müller-Jentsch

Avec la croissance démographique de la population et une mobilité accrue des habitants, le trafic en Suisse a fortement augmenté ces dernières décennies. L'accroissement des capacités du rail et de la route a tenté de répondre à cette pression.

Cependant, la demande croissante de mobilité a été favorisée par une offre fortement subventionnée.

Aujourd'hui, face à une croissance qui reste soutenue, il est nécessaire de revoir la politique des transports en Suisse. Imposer la vérité des coûts semble désormais inévitable.

À moyen terme, une voie obligatoire pour l'augmentation du degré de couverture des coûts devrait être définie et des mesures correspondantes mises en œuvre. À plus long terme, il est nécessaire de différencier les prix selon les trajets et la plage horaire dans un esprit du «mobility pricing» complet.

En ce qui concerne les investissements, il conviendrait de présenter des choix de projets d'extension de façon plus transparente et comparable et de les fonder davantage sur des critères de politique des transports nationaux voire régionaux que de politique cantonale et locale.

À long terme aussi, une participation des investisseurs privés dans la construction des infrastructures des transports et leur exploitation devrait être permise. Le cas de la traversée de la Rade à Genève pourrait être un exemple emblématique de ces nouvelles pratiques.

08

Énergie: des marchés qui fonctionnent plutôt que des plans politiques

Urs Meister

Après le tsunami au Japon, en mars 2011, et les explosions dans la centrale nucléaire de Fukushima qui suivirent, la politique nationale suisse en matière d'énergie a aussi explosé. Plus de consensus. Ainsi, l'équilibre entre une politique d'indépendance énergétique, des objectifs climatiques am-

bitieux et les visions de politique industrielle n'est plus atteint. Dans ces conditions, la vérité des prix et les signaux qui y sont liés est la solution plus judicieuse pour le consommateur final.

À moyen terme, cela présuppose un abandon de la régulation tarifaire de fait sur l'énergie et en particulier sur le marché de l'électricité. Une ouverture totale au marché semble être la meilleure solution pour tous.

Par ailleurs, ce sont les prix – et non pas les subventions – qui devraient régir l'offre des centrales électriques (régulation des centrales technologiquement neutres). À plus long terme, le marché de l'électricité a besoin de plus de concurrence et par conséquent d'une dépolitisation de l'offre. Cela pourrait être annoncé par un «fonds souverain» de l'énergie dans lequel les pouvoirs publics, dont les cantons, transféreraient leurs participations dans le domaine de l'énergie électrique. D'autre part, le réseau de transport électrique devrait être séparé des intérêts des producteurs en privatisant celui-ci et en le cotant à la bourse.

09

Aménagement du territoire pour une Suisse de 9 millions d'habitants

Daniel Müller-Jentsch

La forte croissance démographique de ces dernières décennies a marqué le développement territorial de la Suisse, notamment avec l'étalement urbain. Le Plateau suisse ressemble de plus en plus à une grande agglomération. Dès lors, les deux principaux défis à une croissance démographique soutenue (une Suisse à 9 millions d'habitants) sont d'une part un meilleur

contrôle du développement urbain en évitant le mitage du paysage et d'autre part une meilleure coordination des développements au sein des espaces fonctionnels.

Les zones à bâtir constituent donc la clé de voûte du développement urbain. Afin de résoudre le problème des réserves de zones à bâtir mal situées, il est nécessaire de réallouer des terrains basés sur des nouveaux mécanismes de financement. La Confédération et les Cantons ont adopté le «Projet de territoire Suisse» en 2012 et discutent sur des nouvelles incitations pour les grandes régions métropolitaines. L'approche par les espaces fonctionnels devrait être favorisée car elle autorise une meilleure planification des territoires, du logement et du trafic. Étant donné que les zones paysagères se raréfient dans une Suisse qui s'urbanise, il est temps d'ébaucher des instruments plus maniables pour leur protection et leur mise en valeur tels que la densification et l'élévation du bâti.

Dans les zones à faible potentiel des régions de montagne, en revanche, il y a lieu de prendre des mesures pour maîtriser le changement structurel.

10

Fidéliser les actionnaires avec l'action «cumulus»

Marco Salvi

On peut tirer des parallèles entre la gouvernance de la société anonyme (SA) cotée en bourse et la démocratie directe. L'assemblée générale des actionnaires ressemble à une sorte de «Landsgemeinde» des électeurs de certains cantons suisses. Mais cette comparaison fait-elle du sens?

Ne faudrait-il pas renforcer le pouvoir des actionnaires pour s'approcher un peu plus d'une gouvernance démocratique des sociétés anonymes et ainsi rendre plus confiants les Suisses face à une institution aussi importante que la société anonyme?

Mais il faut bien le reconnaître: certaines restrictions à la règle majoritaire dans la gouvernance des sociétés anonymes sont tout à fait à l'avantage ou dans l'intérêt mêmes des actionnaires.

Y aurait-il alors d'autres mécanismes pour améliorer la gouvernance des sociétés anonymes?

Plusieurs propositions sont examinées ici. D'abord, on pourrait envisager un abaissement des barrières qui rendent difficile l'accès aux conseils d'administration aux nouveaux entrants, en introduisant par exemple un mode proportionnel et non majoritaire pour l'élection des membres du conseil d'administration.

Ensuite, on pourrait envisager la création de conditions-cadre favorisant la constitution de *hedge funds*, ces derniers étant mieux aptes que les investisseurs institutionnels à exercer une pression efficace sur les conseils d'administration. On a vu, dans le passé, des *hedge funds* très minoritaires être capables de faire avancer rapidement leurs idées de gestion dans les conseils.

Enfin, une nouvelle catégorie d'actions, que l'on pourrait nommer «cumulus» pourrait augmenter la fidélité des actionnaires tout en ayant quelques avantages afin de créer un socle d'engagement loyal à plus long terme des actionnaires envers l'entreprise.

11

Ramener le fédéralisme et la démocratie directe à l'essentiel

Lukas Rühli

Au fil du temps la démocratie directe et le système fédéral se sont avérés être une bénédiction pour la Suisse. Les habitants du pays ont vécu ce double système avec passion et émotion.

Toutefois, dans un environnement fortement innovant et de plus en plus globalisé, de nombreux défis sont apparus. L'application systématique et excessive des droits populaires couplés à un système avec deux chambres parlementaires de plus en plus souvent en désaccord freine les réformes nécessaires.

Des réformes pourraient ainsi être envisagées pour permettre au peuple d'intervenir comme arbitre entre le Conseil national et le Conseil des États lorsque ces deux chambres ne parviennent pas à trouver un consensus.

En contrepartie, davantage de garde-fous pour les nombreuses initiatives et référendums permettraient d'augmenter la qualité du travail législatif.

Le fédéralisme, dont l'exiguïté territoriale comporte de nombreux avantages (proximité du citoyen, réalisme des problèmes traités), montre ses limites quand il s'agit de prendre des décisions concernant des territoires plus vastes que ceux délimités par les cantons seuls. Il pourrait être revitalisé par un ajustement du système de la péréquation financière qui valoriserait plus les prestations des cantons à faible capacité financière.

À long terme, l'introduction d'un «splitting» entre le domicile et le lieu de travail pourrait améliorer le système fiscal voire celui du droit de vote.

12

Une nouvelle définition du principe de milice

Patrik Schellenbauer

En Suisse, le bénévolat est une réalité de toute première importance. En effet, une personne sur trois fournit du travail bénévole en faveur de la communauté. Pris dans son ensemble, cela représente plus d'heures travaillées sans rémunération qu'avec. Selon certaines estimations, ce travail non rémunéré représente près de 70 % du produit intérieur brut. Il est composé de travail ménager, de milice politique, d'engagement dans des associations culturelles, sportives ou autres.

Par contre, on estime qu'il est en recul notamment avec la hausse des salaires sur le marché du travail, des gains en productivité toujours plus difficiles à atteindre, et de l'accent mis sur l'individualisation et la personnalisation des activités extra-salariales. Ceci remet en question même le principe de milice. Ce principe constitue pourtant un des piliers de la conception de l'État fédéral, du travail politique et façonne l'image que le Suisse a de son pays. Dans l'armée également le principe de milice a perdu de son importance. C'est pourquoi des alternatives à cette situation doivent être trouvées. L'une d'elle pourrait être de remplacer le service militaire obligatoire par une obligation générale de servir la communauté, valable pour les hommes et pour les femmes de manière égalitaire, en véritable milice.

Ainsi ce service pourrait se faire dans la protection civile ou dans toutes les autres activités au service de la société civile (soins médicaux, soins des personnes âgées, crèches, éducation, organisations communautaires, etc.). Les étrangers résidant en Suisse pourraient également être soumis à la

partie civile de l'obligation de servir. Ceci pourrait permettre de corriger indirectement le désavantage que les hommes suisses, ayant l'obligation de servir dans l'armée, ont aujourd'hui sur le marché du travail.



Ce résumé est basé sur le livre «Ideen für die Schweiz: 44 Chancen, die Zukunft zu gewinnen», publié en janvier 2013 aux éditions Neue Zürcher Zeitung. En anticipant courageusement l'avenir, ce livre fait le tour de 12 domaines politiques pour proposer des réformes à moyen et long terme. Pour s'assurer son statut de pays privilégié, la Suisse doit faire face à de nombreux défis, tels que le vieillissement de la population, les coûts croissants du système de santé ainsi que d'autres liés à l'immigration, au mitage du paysage ou encore à l'individualisation. Visant à encourager le développement du modèle suisse, les auteurs présentent leurs idées et propositions pour donner une chance d'avenir à la Suisse.

2013 Avenir Suisse et Verlag Neue Zürcher Zeitung, Zurich
ISBN 978-3-03823-821-8
www.nzz-libro.ch

Idées pour la Suisse

44 chances d'avenir

En bref:

Marché du travail et migration

01_ cotisations LPP indépendantes de l'âge pour promouvoir l'emploi des personnes âgées

02_ pas de promotion spécifique de la place économique

Politique monétaire et financière

04_ simplifier la régulation des banques

05_ taux des fonds propres non pondéré

06_ renforcement de la transparence de la BNS

07_ pas de droit attiré ni de la Confédération, ni des Cantons sur les parts de bénéfice de la BNS

Politique fiscale

08_ TVA à taux unique

09_ pilier 3c: un nouveau produit de prévoyance avec paiement anticipé de la dette fiscale

10_ passer de l'impôt fédéral direct à l'impôt fédéral progressif sur la consommation

Éducation, recherche, innovation

11_ plus d'enseignement de culture générale et moins de spécialisation dans l'apprentissage professionnel

13_ plus de différenciation dans le système tertiaire

12_ introduire des études duales aux hautes écoles spécialisées

14_ le «compte» de formation: du financement par le prestataire vers le financement par le demandeur

Prévoyance vieillesse

15_ suppression de l'âge légal de la retraite

17_ dépolitisation du taux de conversion de la LPP

16_ instauration d'un frein à l'endettement pour toutes les assurances sociales

18_ capitalisation complète des caisses de pension de droit public

19_ libre choix des caisses de pension par les employés

Santé

20_ focaliser le catalogue des prestations de l'assurance de base à l'aide d'une analyse coûts-bénéfices institutionnalisée

22_ augmenter et différencier la participation privée aux coûts de l'assurance de base

21_ suppression de la planification cantonale des hôpitaux et de l'obligation de contracter

23_ introduction d'un «Medical Savings Account»

Politique des transports

- 24_** définir l'augmentation progressive du taux de couverture des coûts des transports
- 25_** transparence et priorisation dans le financement des infrastructures

- 26_** créer un système de «mobility pricing» global pour le rail et la route
- 27_** privatisation des infrastructures des transport

Énergie

- 28_** prix du marché flexibles pour tous les consommateurs
- 29_** régulation des centrales orientée vers le libre marché

- 30_** fonds d'énergie cantonaux
- 31_** privatisation du réseau de transmission

Aménagement du territoire

- 32_** instruments de coordination efficaces pour gérer le territoire métropolitain
- 33_** mécanisme pour réallouer les réserves de zones à bâtir

- 34_** paysages de parcs pour une Suisse urbaine
- 35_** gestion des territoires exsangues

Corporate Governance

- 36_** système proportionnel pour élire les membres des conseils d'administration
- 37_** amélioration des conditions-cadre pour les hedge funds

- 38_** action dite «cumulus» pour les investisseurs loyaux

Institutions politiques

- 39_** adaptation des barrières pour les initiatives et les référendums
- 40_** arbitrage par le peuple entre le Conseil national et le Conseil des États
- 41_** une Constitution fédérale qui facilite les fusions cantonales

- 42_** une péréquation financière qui récompense les efforts
- 43_** un «splitting» entre droit fiscal et droit de vote qui fait la différence entre le lieu de résidence et le lieu de travail

Politique de société

- 44_** changer le service militaire obligatoire en obligation générale de servir la communauté

| avenir | suisse |

Le think tank Avenir Suisse est une force de propositions sur l'avenir de la place économique suisse. Fondé en 2001, il est soutenu par plus de 100 entreprises et personnalités de toutes les régions du pays. Son choix de projets est indépendant, mais jamais neutre. Avenir Suisse défend le libéralisme et l'économie de marché. Ses positions sont engagées et claires. Son but est d'anticiper le besoin de réformes politiques, de stimuler la réflexion et d'offrir des solutions pratiques. Son approche est fondamentalement scientifique. Avenir Suisse produit des analyses, organise des conférences et participe à des débats publics. Un accent particulier est mis sur la présentation compréhensible des résultats et leur diffusion dans les médias imprimés et électroniques.